

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-067 du 19 DEC. 2025  
portant prescriptions complémentaires**

-----  
**Société GRID SOLUTIONS  
Commune d'Aix-les-Bains**

La préfète de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'article L. 511-2 et de l'annexe de l'article R. 511-9 du code susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de matériels électriques haute tension délivré le 10 mars 2006 à AREVA T. ET D. SA ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires délivré le 23 octobre 2008 à AREVA T. ET D. SA ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 29 octobre 2013 et sollicitant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3260 ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 22 novembre 2013 et sollicitant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1185 et informant de la suppression du classement au titre de la rubrique 2920 ;

**VU** le courrier adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant le 22 janvier 2014 en réponse au courrier susvisé du 29 octobre 2013 ;

**VU** le rapport établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes le 6 octobre 2014 à la suite de la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 15 avril 2014 ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 10 décembre 2014 et sollicitant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 2563, 2564 et 2565 et informant de la suppression des activités classables au titre des rubriques 2564-2 et 2940-1-b ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 30 mai 2016 et sollicitant le bénéfice des droits acquis et la mise à jour du classement ICPE suite à la parution du décret n°2014-285 du 03 mars 2014 ;

**VU** le rapport établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes le 22 février 2019 à la suite de la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 16 novembre 2018 ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 10 mai 2021 et notifiant de la cessation partielle de certaines activités de l'établissement ;

**VU** le rapport final LYO-RAP-20-10956D (version du 07 mai 2021) établi par AECOM dans le cadre de la notification de la cessation partielle susvisée et transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 10 mai 2021 ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 08 mars 2022 et informant de l'état intermédiaire de la cessation partielle d'activités ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 26 septembre 2022 et informant de l'état final de la cessation partielle d'activités et du maintien du classement des installations au titre des rubriques 2563-1 (E) et 2940-2-b (DC) ;

**VU** la télédéclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration réalisée par l'exploitant le 24 octobre 2022 au titre des rubriques 1978-5 (D), 1978-8 (D) et 4130-3-b ;

**VU** la demande d'aménagement de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 sollicitée par l'exploitant au travers de la déclaration initiale ICPE susvisée ;

**VU** le rapport n°60627282 (version septembre 2022) établi par AECOM dans le cadre de la demande d'aménagement de certaines prescriptions susvisée ;

**VU** le rapport établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes le 03 janvier 2023 à la suite de la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 24 novembre 2022 ;

**VU** le rapport établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes dans le cadre de l'instruction de la déclaration initiale ICPE et de la demande d'aménagement de certaines prescriptions susvisées ;

**VU** le courrier préfectoral adressé à l'exploitant le 23 janvier 2023 et lui demandant de transmettre des éléments complémentaires ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 27 février 2023 et information des évolutions apportées au site dans le cadre de la mise en œuvre du projet EGGER ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 1<sup>er</sup> mars 2023 et apportant des précisions sur les installations de l'établissement susceptibles d'être classées au titre des rubriques 2563, 2565 ou 3260 ;

**VU** le courrier préfectoral adressé à l'exploitant le 4 avril 2023 accusant réception du courrier du 27 février 2023 susvisé ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées et informant de la remise en service temporaire d'une installation de combustion ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 27 février 2024 et informant du maintien de 2 lignes de peinture ;

**VU** le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 18 mars 2024 et demandant confirmation de la situation administrative de l'établissement ;

**VU** le courriel adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant le 26 juillet 2024 et transmettant pour rappel une copie du courrier préfectoral du 23 janvier 2023 ;

**VU** le courriel adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 8 novembre 2024 en réponse au courrier préfectoral du 23 janvier 2023 ;

**VU** le rapport établi par l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes le 12 septembre 2025 dans le cadre de la cessation partielle de certaines activités ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 25 septembre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé

**CONSIDÉRANT** que des évolutions ont été apportées à la nomenclature des ICPE et que l'exploitant a sollicité le bénéfice en conséquence de certains droits acquis ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a apporté des modifications à certaines installations classées qu'il exploite au sein de son établissement d'Aix-les-Bains ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a notifié la cessation partielle de certaines activités qu'il réalisait au sein de son établissement d'Aix-les-Bains ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures relatives à la mise en sécurité des installations objet de la cessation partielles d'activités ont été mises en œuvre par l'exploitant.

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre à jour et d'adapter certaines prescriptions des actes administratifs délivrés antérieurement à la société GRID SOLUTIONS ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire applications des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement afin de mettre à jour et d'ajuster les prescriptions techniques fiées par les arrêtés préfectoraux susmentionnés réglementant l'ensemble des activités exercées par GRID SOLUTIONS au sein de son établissement implanté sur la commune d'Aix-Les-Bains ;

**CONSIDÉRANT** que la société GRID SOLUTIONS a été invitée à faire part de ses observations à la préfète de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181- 45 ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## **ARRETE**

### **Article 1 – Liste des installations classées :**

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 23 octobre 2008 relatif à la liste des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

« Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
1185-3-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement</p>	Total 13 000 kg	D
1978-5	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an</p>	<p>Alcool isopropylique pour le nettoyage au chiffon</p> <p>6 t/an</p>	D
1978-8	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an</p>	<p>Solvants pour l'activité de peinture</p> <p>8 t/an</p>	D
2560-2	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW</p>	P= 297.2 kW	DC

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
2563-1	<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.</p> <p>La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</p> <p>1. Supérieure à 7 500 l</p>	<p><u>Localisation F4 :</u> Machine de nettoyage des outillages 0.24 m<sup>3</sup></p> <p><u>Localisation F3/RM1 :</u> 2 machines de nettoyage avant montage 3.28 m<sup>3</sup> 2 machines à laver (activité FHV) 0.56 m<sup>3</sup> 1 fontaine manuelle (activité FHV) 0.14 m<sup>3</sup> 1 fontaine de dégraissage (activité FHV) 0.15 m<sup>3</sup></p> <p><u>Localisation U/XU :</u> chaîne détails 1.56 m<sup>3</sup> chaîne petites pièces 63.4 m<sup>3</sup></p> <p>Total 69.33 m<sup>3</sup></p> <p>(pour mémoire, historique 74.48 m<sup>3</sup>)</p>	E
1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Total 712 kg	DC



Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 chaudières dont 1 gaz/fioul F14 : 2 x 1 163 kW</p> <p>Chaudières gaz bâtiment A (bureaux) : 2 x 140 kW</p> <p>Chaudière gaz ventouse RM1 23 kW</p> <p>Groupe électrogène secours F14 (fioul) 150 kW</p> <p>Groupe fioul motopompe sprinkler 182 kW</p> <p>2 chaudières gaz bâtiment Y/B : 2 x 700 kW</p> <p>Make up hall UT 400 kW</p> <p>Équipements process et sécurité 5.5 MW</p> <p>P= 10,261 MW</p>	DC
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	P= 69 kW	D
2940-2-b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j</p>	<p>Ligne « petites pièces » et ligne « pièces au détail »</p> <p><math>Q_{eq} = 50 \text{ kg/jour}</math></p> <p>(pour mémoire historique <math>Q_{eq} = 90 \text{ kg/jour}</math>)</p>	DC

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
4130-3-b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t</p>	<p>SF6 utilisé (activité FHV)</p> <p>1 tonne</p>	D

»

## **Article 2 – Aménagement de certaines prescriptions :**

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions des articles suivants de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- article 8 « Captage et épuration des rejets à l'atmosphère
- article 9.1.I « Composés Organiques Volatils – Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions » alinéa 1<sup>er</sup> ;

sont aménagées suivant les dispositions définies ci-après.

Cet aménagement de prescriptions est applicable uniquement aux installations classées au titre de la rubrique 1978-5 (DC) de la nomenclature des ICPE dans le cadre de l'utilisation d'isopropanol pour le nettoyage des pièces métalliques en différents points des ateliers de l'établissement.

### **Aménagement des prescriptions de l'article 8 « Captage et épuration des rejets à l'atmosphère » de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 :**

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatives à la mise en place de dispositifs permettant de collecter à la source et de canaliser autant que possible les émissions des installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs ne sont pas applicables aux installations exploitées par GRID SOLUTIONS dans le cadre de l'utilisation d'isopropanol pour le nettoyage des pièces métalliques en différents points des ateliers de l'établissement.

### **Aménagement des prescriptions de l'article 9.1.I « Composés Organiques Volatils – Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions » de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 :**

Les prescriptions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 9.1.I de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatives aux valeurs limites d'émissions dans les gaz résiduels et aux valeurs limites d'émissions diffuses ne sont pas applicables aux installations exploitées par GRID SOLUTIONS dans le cadre de l'utilisation d'isopropanol pour le nettoyage des pièces métalliques en différents points des ateliers de l'établissement.

### **Mise en œuvre de mesures compensatoires à l'aménagement de certaines prescriptions :**

En lieu et place des dispositions de l'article 8 et du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 9.1.I susvisés, l'exploitant met en place les mesures compensatoires suivantes :

- la quantité d'isopropanol utilisée pour chaque opération de nettoyage manuel est limitée au maximum ;

- la mise en œuvre de l'isopropanol est réalisée à l'aide de récipients à pompes d'un volume compris entre 1 et 3 litres et de papiers à imbiber ;
- ces récipients à pompe sont remplis à l'aide de bidons d'une capacité de 25 litres ;
- les papiers imbibés ne contiennent que la dose de produit strictement nécessaire à l'opération de nettoyage ;
- les papiers souillés à l'issue des opérations de nettoyage sont collectés dans des poubelles fermées. Ils sont ensuite évacués et traités via des filières autorisées et agréées.

### **Article 3 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie d'Aix-les-Bains pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'Aix-les-Bains fera connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

### **Article 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## **Article 5 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le maire d'Aix-les-Bains.

La préfète,

  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

Julien PAILHERE